Paru dans *Junge Freiheit*

Législatives de juin 2007

On parle en France d'« état de grâce » pour qualifier le préjugé favorable dont jouit automatiquement tout nouveau président de la République pendant les mois qui suivent son élection. C'est ce qui explique qu'à chaque fois que des élections législatives ont été organisées au lendemain d'une élection présidentielle, comme en 1981, en 1988 et en 2002, les électeurs ont donné au chef de l'Etat nouvellement élu la majorité confortable qu'il leur demandait. Il en sera très probablement de même les 10 et 17 juin prochains, lorsque 44,5 millions de Français retourneront aux urnes pour départager les 7750 candidats actuellement en lice pour la conquête des 577 sièges de députés à l'Assemblée nationale. Tout le monde s'attend à une « vague bleue », c'est-à-dire à un large succès de l'UMP, le parti de Nicolas Sarkozy, tandis que pour les socialistes, la seule question qui se pose est de savoir quelle sera l'ampleur de leur défaite.

Avec 37 % des intentions de vote au premier tour, l'UMP devrait remporter entre 336 et 415 circonscriptions. Le PS, de son côté, avec 28 % des intentions de vote, en remporterait entre 149 et 190, soit un peu plus que les 141 sièges dont il dispose actuellement, mais sans que cela empêche l'UMP de disposer d'une majorité absolue.

Après trois échecs successifs à la présidentielle, le PS, devenu un parti de notables et de fonctionnaires, se retrouve aujourd'hui confronté à un programme archaïque et un système d'alliance dépassé. Quant au parti communiste, qui représentait encore plus de 20 % des électeurs au début des années 1970 et avait encore recueilli 15,3 % des voix à la présidentielle de 1981, avec à peine de plus de 1 % des voix, il s'est transformé en fantôme. C'est donc sur la défensive que la gauche aborde cette nouvelle échéance électorale. Son objectif est d'essayer de l'emporter dans les 203 circonscriptions où Ségolène Royal a devancé Nicolas Sarkozy le 6 mai, en particulier celles d'entres elles qui sont actuellement représentées au Parlement par un député de droite. Le PS pourrait ainsi gagner quelques sièges, notamment en Bretagne. Son mot d'ordre : ne pas laisser « les pleins pouvoirs » à Sarkozy.

La seule véritable inconnue est le score du Mouvement démocrate (MoDem), le nouveau parti dont François Bayrou veut faire une force autonome, qui affirme avoir déjà enregistré 75 000 demandes d'adhésion et qui présentera 535 candidats aux élections. Pour l'heure, les sondages ne lui attribuent que 14 % d'intentions de vote. François Bayrou, qui est quand même parvenu à rassembler 6000 personnes à Paris lors son meeting du 24 mai, sait que Nicolas Sarkozy et l'UMP feront tout pour l'écarter du paysage politique. Il devra d'ailleurs lui-même affronter, pour la première fois, dans sa circonscription des Pyrénées-Atlantiques un candidat sarkozyste. Pour éviter une traversée du désert, le dirigeant centriste ne peut en fait

compter que sur l'évolution du PS.

Aujourd'hui en proie à une crise profonde, les socialistes ne peuvent en effet que constater que la stratégie d'« union de la gauche » élaborée par François Mitterrand au congrès d'Epinay (1971) est désormais devenue impraticable faute de partenaires. L'interlocuteur principal de la gauche de gouvernement doit dès lors être trouvé ailleurs, ce qui renforce chez certains socialistes l'idée qu'ils ne pourront revenir au pouvoir qu'avec l'appoint des centristes. Plus précisément, le PS va devoir choisir dans les mois qui viennent entre s'allier avec le centre, ou du moins rechercher de « nouvelles convergences » avec lui (Ségolène Royal), se transformer par « réalisme » en un parti ouvertement social-démocrate aligné sur ses homologues européens (Dominique Strauss-Kahn) ou adopter une ligne « de gauche » (Laurent Fabius) consistant par exemple à créer un « parti progressiste » sur le modèle du parti fondé en Allemagne, à la gauche du SPD, par Oskar Lafontaine. Ce choix, qui s'annonce douloureux, ne se fera pas du jour au lendemain. Il n'est pas exclu qu'il se traduise par une scission. C'est pourquoi François Bayrou, qui mise sur l'idée que le PS n'arrivera pas à se rénover et que Sarkozy ne parviendra pas à redresser le pays, a dans l'immédiat plus à gagner en se tournant vers sa gauche qu'en négociant avec la droite.

Malgré les efforts déployés par Jean-Marie Le Pen, qui s'est fixé pour objectif de faire campagne dans les 20 principales régions de France, en se déplaçant dans un petit avion privé, le Front national aura, de son côté, le plus grand mal à effacer son mauvais score de l'élection présidentielle. Les sondages le créditent pour l'instant de 4 à 7 % seulement des voix, ce qui devrait empêcher les candidats soutenus par Jean-Marie Le Pen de se maintenir au second tour (maintien qui n'est possible qu'à la condition d'avoir obtenu au premier tour 12,5 % des inscrits, soit environ 16 % des votants). Un résultat qui pourrait mettre le FN dans une situation financière difficile, puisque c'est sur la base des résultats aux élections législatives qu'est calculée la subvention de l'Etat aux partis politiques.

Les législatives devraient donc confirmer le passage d'une forte partie de l'électorat frontiste vers l'UMP de Sarkozy. A l'élection présidentielle, la carte des déperditions de voix subies par le FN se superposait déjà exactement, surtout dans le Sud de la France, à celle des gains enregistrés par Sarkozy. Dès le premier tour, ce dernier a su ramener vers lui 28 % des électeurs lepénistes de 2002. Au second, il a obtenu le suffrage de 63 % du vote Le Pen du 22 avril. Ces chiffres permettent de mesurer l'ampleur de la captation de suffrages opérée. Le FN a littéralement été dépouillé par Sarkozy.

Nicolas Sarkozy a en fait très bien compris que le meilleur moyen d'affaiblir le FN n'était pas de s'y opposer frontalement, comme l'avait fait Chirac, mais de reprendre pour son compte l'essentiel de son discours. C'est ce qu'il a fait au cours de sa campagne présidentielle, en ne reculant devant aucun mot ni aucun geste lui permettant de séduire l'électorat frontiste. Stratégie payante qui montre, une fois de plus, que la droite classique est toujours mieux placée que la gauche ou l'extrême gauche pour enrayer la montée de la droite « radicale ». Historiquement parlant, en effet, la droite dure n'a jamais été battue par la gauche, mais toujours par une droite modérée plus habile à capter son héritage. La grande erreur de Le Pen a été de ne pas avoir pris la pleine mesure de cette menace et de n'avoir pas dénoncé d'entrée de jeu Sarkozy comme son adversaire principal.

Alain de Benoist

(31 mai 2007)